Serbie : une génération qui ne rentre plus dans le rang

Description

Depuis plus d'un an, la Serbie vit au rythme d'un mouvement étudiant qui a cessé d'être un simple sursaut moral contre la corruption pour devenir une contestation politique structurée. Tout est parti d'un choc collectif, à savoir l'effondrement meurtrier de l'auvent de la gare de Novi Sad en novembre 2024, devenu le symbole d'un pays où les chantiers, les marchés publics et les responsabilités semblent se dissoudre dans l'impunité. De veillées en blocages, puis de grandes marches en rassemblements nationaux, les étudiants ont imposé un récit qui prend à rebours celui du pouvoir : la stabilité vantée par le président Aleksandar Vučić a un prix, celle de l'usure de l'État de droit.

La nouveauté, depuis la fin de 2025, tient à la bascule assumée vers l'exigence d'élections anticipées. L'opération « Raspiši pobedu » (Déclare la victoire) menée le 28 décembre dans plus de cent villes a donné à cette revendication une matérialité politique. Les organisateurs affirment avoir réuni près de 400 000 signatures en une journée, ce qui montre que la demande ne relève plus d'un milieu universitaire urbain, mais d'un pays entier qui s'agrège autour d'un même mot d'ordre.

La réponse du pouvoir joue sur deux registres bien rodés. D'un côté, la délégitimation, avec l'accusation récurrente de manipulation extérieure et l'idée que les étudiants seraient l'avant-garde d'une déstabilisation. De l'autre, l'endurance institutionnelle, A. Vučić laissant entendre que le calendrier électoral ne bougera pas.

Dans la rue, la pression ne retombe pourtant pas. Les rassemblements massifs se succèdent, avec un effort croissant de mise en programme, certains collectifs commençant à présenter en 2026 des propositions sur la lutte anticorruption, la transparence patrimoniale ou la mise à l'écart des responsables compromis.

Dans un paysage médiatique pourtant largement dominé par le pouvoir, le mouvement tient grâce à une organisation décentralisée, des campus, des assemblées, des réseaux d'avocats et une discipline non violente qui complique la répression frontale. Sa force tient aussi à sa capacité à relier une indignation concrète (la mort de citoyens) à une question plus abstraite : qui gouverne et au nom de quelles règles ? Cette politisation d'une génération ne garantit pas une alternance. Elle rend en revanche plus coûteuse la poursuite d'un durcissement autoritaire, sans réponse crédible à la corruption.

Sources : *N1info.rs*, *Danas.rs*, *Slobodnaevropa.rs*.

date créée
07/02/2026
Champs de Méta
Auteur-article : Assen Slim